

secteur pétrolier. Sans ce crédit d'impôt, les sociétés pétrolières n'auraient pu survivre au Programme énergétique national. Pour elles, ce n'est pas le Pérou, mais il leur a permis de ne pas s'endetter.

Le projet de loi modifie également le taux de réduction des redevances pétrolières. Naguère, en 1982, nous avons soutenu—et j'y reviendrai—qu'en vertu de la Constitution, les ressources naturelles relevaient des provinces. Cependant, pour quelque raison inconnue, le gouvernement a décidé qu'elles relèvent au contraire du gouvernement du Canada. Il a décidé qu'elles relèvent du gouvernement du Canada et non des Canadiens. Ce sont les Canadiens qui en font les frais, et le gouvernement du Canada qui empêche l'argent et le répartit comme bon lui semble. Nous trouvons cela tout à fait inacceptable.

Les libéraux nous parlent de l'aubaine que ce programme a constituée pour le Canada. J'ai bien peur que dans l'Ouest, on doive plutôt parler de catastrophe. L'Alberta n'avait pas de chômage au moment où le Programme énergétique national a été mis en œuvre. A l'heure actuelle, une foule de gens quittent la province pour retourner en Ontario, au Québec et dans les Maritimes. Ces personnes sont tellement déçues qu'elles ne retourneront jamais dans l'Ouest. Elles ont été les victimes du Programme énergétique national qui a eu des répercussions néfastes non seulement pour l'Ouest, mais également pour l'Ontario. Il y a eu un effet d'enchaînement dont j'ai parlé le 23 avril 1982. A ce moment-là j'ai signalé les effets qui en découleraient et mes prévisions se sont avérées. J'ai également parlé de la fabrication de compresseurs au Québec et de conduites en Ontario. Ces secteurs se sont effondrés.

Que serait-il advenu du secteur sidérurgique si les libéraux avaient lancé deux ou trois mégaprojets? Quelles auraient été les répercussions pour l'Ontario? Je reconnais que dans ma circonscription, à l'heure actuelle, les choses vont très bien. Le taux de chômage est très bas. Cela s'explique par le fait que les Américains ont, enfin, décidé de fabriquer la bonne automobile en temps opportun. La société General Motors fabrique maintenant une grosse voiture pour laquelle la demande est très forte aux États-Unis. Nous sommes chanceux, mais nous ne le devons pas à la planification gouvernementale, mais bien à celle de General Motors.

Selon moi, il est très important de signaler que l'industrie pétrochimique du Canada traverse une crise. Sa situation est précaire. On sait maintenant qu'il faut réduire de 15c. le prix de l'essence, mais au lieu de cela, le gouvernement fédéral, qui a l'argent facile, a décidé de verser 50 millions de dollars à la société Pétrosar pour laquelle ce n'est là qu'un palliatif qui ne règle absolument pas ses problèmes. Encore combien de dons de 50 millions de dollars le gouvernement va-t-il préférer faire au lieu de réduire de 15c. le prix de l'essence?

● (1600)

Avant de terminer, monsieur le Président, je voudrais signaler qu'en Saskatchewan on laisse dans le sous-sol des millions de mètres cubes de gaz que les producteurs gaziers de l'Ouest aimeraient bien vendre à un prix beaucoup moindre. A cause du gouvernement et des taxes qu'il impose, ils n'arrivent pas à le vendre à un prix acceptable pour permettre à l'industrie pétrochimique de survivre au Canada.

M. le Président: Sauf erreur, le Règlement prévoit une période de questions et réponses de 10 minutes. Des députés

desirent-ils poser des questions ou livrer de brèves observations?

M. Hovdebo: Monsieur le Président, je voudrais faire des observations au sujet de la proposition du député d'Ontario et des arguments qu'il avance pour défendre les sept grands et les multinationales en général. Une multinationale, par définition, est une société qui utilise votre argent pour vous acheter. C'est exactement ce que les sociétés pétrolières ont fait au Canada. Au fil des ans, elles ont retiré du Canada cinq fois plus qu'elles n'y ont investi. Ce chiffre ne tient pas compte de l'argent qu'elles ont gagné et réinvesti au Canada. Il s'agit simplement de leur mise de fond initiale, d'un seul coup ou à intervalles, dans l'économie canadienne. Elles ont utilisé notre argent pour nous acheter et elles continuent de le faire.

Avec ce projet de loi, on a un bon exemple d'une mesure qui permet aux multinationales, en l'occurrence, les sociétés pétrolières, de nous acheter. Il leur donne, en effet, un peu plus de 1 p. 100 qu'elles pourront utiliser pour réinvestir. Or, ce faisant, elles continuent à augmenter leur part de propriété de notre industrie pétrolière. Le député d'Ontario pourrait-il nous dire ce qu'il en pense?

M. Fennell: Monsieur le Président, je le ferai avec grand plaisir, car bien des affirmations du député sont inexactes. Le député et son parti sont censés représenter le monde ouvrier dans l'est du pays. Or, je crois faire un bien meilleur travail à cet égard. N'oublions pas que ce sont les multinationales qui, au Canada, ont créé des emplois, surtout syndiqués.

Il est totalement absurde de prétendre, comme le fait le député, que pour \$1.25 qu'elles récoltent, elles en investissent 25 cents. Je vais donner comme exemple le cas de la société Imperial Oil. Les principales caisses de retraite du Canada représentent une partie des avoirs de cette société. Et l'argent que cet investissement rapporte permettra aux cotisants de prendre leur retraite à l'abri du besoin plus tard. Et il y a plus: cette société paie des intérêts sur le capital qu'elle emprunte au Canada. Cela représente une source de recettes financières pour le Canada. Ces recettes font partie des bénéfices impossibles qui profitent à l'État. Le député n'y entend rien en économie. Il devrait étudier le modèle japonais. Le Japon encourage l'importation de techniques étrangères parce qu'il en a besoin pour procurer du travail à ses citoyens. Nous devrions faire de même, nous qui accusons un retard considérable sur ce plan. On pourrait ainsi créer des emplois. Or, nous savons bien que le plus grave problème actuellement au Canada, c'est qu'il y a 1.5 million de chômeurs. Et tant que nous n'aurons pas résolu ce problème, nous devons nous débrouiller pour attirer les capitaux étrangers d'où qu'ils viennent.

Le député ferait bien de relire plus attentivement ses statistiques, avant de parler des capitaux qui entrent et qui sortent du pays. Ce qu'il dit est inexact, ne correspond pas à la réalité et induit le public en erreur.

M. Althouse: Monsieur le Président, pour la gouverne du député qui vient de parler, je lui rappelle que les réserves pétrolières, c'est-à-dire celles qui ont été accumulées avant 1974, représentaient 54 p. 100 de notre production l'année dernière et que le coût de production de ce pétrole était établi à environ 82 p. 100 du cours mondial à l'époque. Le reste de la production l'année dernière, c'est-à-dire 46 p. 100, a été produit au cours mondial. Comment le député ferait-il pour régler